

Judith Feider Les prisonniers de guerre luxembourgeois en URSS

Raconter l'histoire des prisonniers de guerre luxembourgeois en URSS, c'est raconter un chapitre de notre histoire nationale qui s'inscrit dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale et de ses répercussions ultérieures. Il y va de jeunes gens contraints à la conscription par l'occupant, retenus en captivité du côté d'un ennemi que l'on aurait voulu voir en ami et allié, intégrés dans le système concentrationnaire de la GUPVI, réduits à un misérable semblant de vie, déchirés entre l'espoir d'un retour de plus en plus hypothétique et la nécessité de composer avec l'incontournable réalité. C'est aussi se souvenir de la joie et de l'amertume d'un retour qui, pour beaucoup, ne put effacer les traces d'une souffrance aux mille visages. C'est faire revivre par le témoignage d'un certain nombre de survivants les conditions de détention, y situer la présence luxembourgeoise, donner un aperçu du rapatriement et évoquer la polémique au sujet d'un retour qui – peut-être ? – aurait pu se concevoir autrement. Y a-t-il eu procrastination de la part des autorités, des réticences, des lenteurs ? Questions et doutes pénibles soulevés par certains et qui n'ont pas, à ce jour, trouvé de réponse nette et définitive.

L'enrôlement de force fut décrété par le chef de l'administration civile, le Gauleiter Gustav Simon, le 30 août 1942. De 1942 à 1945, les jeunes gens issus des classes d'âge 1920-1927 furent incorporés de force dans l'armée allemande. Des 11.168 ressortissants luxembourgeois concernés, 1.476 ont trouvé la mort soit sur le champ de bataille, soit par privations de toutes sortes, blessures ou autres faits de guerre, ou encore devant un peloton d'exécution, alors que 988 sont portés disparus : chiffres impressionnants si l'on se réfère à une population totale d'environ 300.000 nationaux.

Les enrôlés de force luxembourgeois furent incorporés aux unités du front de l'est, à l'exception de quelques cas isolés d'une affectation en Italie ou en France. Ce choix fut dicté par le souci de parer à la désertion à l'ennemi. Parmi les 11.168 Luxembourgeois enrôlés de force dans l'armée allemande, 1.892 sont entrés en captivité russe soit en désertant les rangs allemands, soit capturés par l'Armée rouge.

Une grande partie des enrôlés projetaient de rejoindre les rangs des Alliés dès leur entrée en ligne et ils ne firent guère de différence entre les Soviétiques et les Anglais ou les Américains. Pour échapper à la fois à la *Sippenhaftung*, c'est-à-dire la responsabilité collective du clan en cas de désertion et à l'ignominie de porter l'uniforme allemand, ils tentaient de gagner les lignes russes à la première occasion, jugeant cette alternative la moins dangereuse pour eux-mêmes ainsi que pour leurs familles. Il faut mentionner dans ce contexte les messages lancés à l'instigation du gouvernement grand-ducal en exil à Londres par la BBC aux jeunes Luxembourgeois dans la Wehrmacht, qui contribuèrent sûrement à influencer l'attitude de certains : *Haalt hinnen de Bass, dir gitt hinnen erem lass. Jongen, laaft iwwer bei d'Russen ! Do ass alles fir iech an der Rei. Soit : Soldats luxembourgeois, enrôlés de force dans la Wehrmacht en URSS, désertez chez les Russes. Vous serez transférés en Angleterre où vous gagnerez les rangs de ceux qui sont prêts à libérer la patrie.*

En guise d'emblème identitaire les enrôlés luxembourgeois portaient sur eux une cocarde tricolore confectionnée avant leur départ, et parfois, à toutes fins utiles, ils avaient appris quelques brins de russe pour se faire comprendre dans l'éventualité d'une désertion. Toutefois, bon nombre d'entre eux hésitaient devant le

danger de l'entreprise elle-même, mais aussi devant celui du risque des représailles encourues par la famille. La désertion équivalait à un arrêt de mort pour le concerné et à la déportation pour ses proches. Par ailleurs, la propagande allemande n'y allait pas par quatre chemins pour décourager d'éventuelles velléités de défection. Dans le contexte de la guerre idéologique elle avait su créer une image repoussante du «bolchévique» et prenait soin de dépeindre les conditions de captivité dans les couleurs les plus viles. À cela s'ajoutaient les rumeurs entretenues par la propagande nazie, selon laquelle l'Armée rouge ne faisait pas de prisonniers, si bien qu'en 1943 encore, beaucoup de soldats ne croyaient pas en une captivité soviétique. Les découvertes de cadavres mutilés de soldats de la Wehrmacht tendaient à accréditer ces dires. En outre, l'hésitation des soldats face à la désertion se fondait sur la crainte d'éventuelles représailles suite aux atrocités commises par la Wehrmacht sur le front de l'est.

Une fois passés du côté soviétique, les déserteurs étaient souvent profondément déçus par l'accueil que leur réservaient les Russes. À de rares exceptions près, ces derniers ignoraient tout du Grand-Duché et les transfuges avaient bien du mal à expliquer leur situation. Au moyen de gestes et de quelques bribes de russe, ils essayaient de se faire comprendre, d'insister sur la proximité de leur pays avec la France et parfois ils en récoltèrent des petites faveurs. Souvent ils finissaient par se prétendre français. De longs interrogatoires, parfois extrêmement circonstanciés, s'ensuivaient sur le service militaire et la vie civile. D'aucuns, en désespoir de se faire comprendre, renvoyaient leurs interrogateurs à l'émission *Liberté luxembourgeoise* diffusée par la BBC et déclaraient leur désir d'être transférés en Angleterre afin de rejoindre une brigade luxembourgeoise auprès des Alliés. Les Soviétiques n'y prêtaient guère attention, il leur arrivait pourtant de proposer aux captifs le service dans leurs propres rangs, et certains prisonniers luxembourgeois, forts de leur connaissance des positions



L'hiver au front de l'est, 22 février 1943

allemandes, eurent l'occasion de repartir au front avec l'Armée rouge. Ils collaboraient dans des unités de propagande, incitant les camarades luxembourgeois ou alsaciens-lorrains à quitter les rangs allemands. Cependant, dans la grande majorité des cas, le seul chemin que les Russes proposaient aux transfuges était celui des camps de prisonniers de guerre. Les premiers Luxembourgeois sont entrés en captivité en 1943. Après leur regroupement en divers points de ralliement ils furent intégrés dans de longues colonnes de marche ou embarqués dans des convois de train vers les camps de prisonniers de guerre de l'archipel GUPVI.

La GUPVI fut l'*administration principale pour les affaires concernant les prisonniers de guerre et les internés*. Elle s'étendait entre 1939 et 1953 sur toute l'URSS, depuis les premiers camps derrière les fronts en Europe centrale jusqu'à Sakhaline et aux mines d'or de la Yakoutie, et elle comptait à peu près 5.000 camps et hôpi-

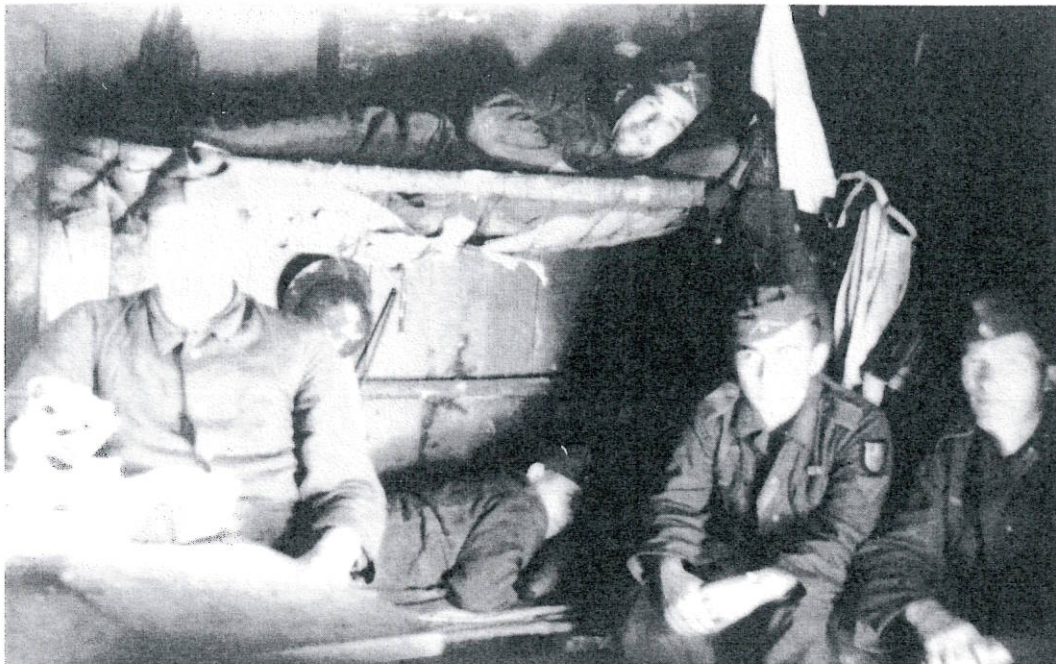
taux. Dans l'archipel GUPVI étaient conservés les dates et les documents concernant le destin de plus de quatre millions de prisonniers de guerre et internés. La GUPVI était subordonnée au NKVD : le ministère de l'Intérieur soviétique disposait, à côté du GULAG, d'un deuxième archipel de camps. Le NKVD réalisait aussi le travail opérationnel (police secrète dans l'archipel des camps de la GUPVI), se chargeait de son financement, de son ravitaillement et de sa surveillance. Contrairement au GULAG, qui fait l'objet de nombreuses publications, l'administration des camps de la GUPVI n'est guère connue. À partir de témoignages d'anciens prisonniers et d'internés civils rapatriés il fut possible de se faire une idée de l'univers structuré des camps et de la vie qu'y menaient les détenus, idée qui, toutefois, reste souvent sommaire et imprécise.

La vie des prisonniers de guerre dans l'archipel GUPVI était marquée par la faim, le travail, la maladie et la mort. Après avoir surmonté la première étape du transport, souvent long et pénible, commençait la lutte pour la survie dans les camps stationnaires. Les conditions y étaient extrêmement défavorables. L'avance rapide des troupes allemandes, la politique de la «terre brûlée» et la concentration de toutes les forces soviétiques sur l'économie de guerre avaient conduit à une détérioration grave de l'approvisionnement en URSS, qui souvent frappait encore plus durement la population civile soviétique que les prisonniers de guerre. Dans les camps, rien ne distinguait un prisonnier luxembourgeois d'un prisonnier allemand. Certains s'étaient nourris d'illusions et s'étaient attendus, en présentant une carte d'identité luxembourgeoise, à un accueil privilégié. Finalement ils durent se rendre à l'évidence : les Soviétiques ignoraient tout de leur patrie et de leur situation. Dépouillés de leurs papiers, ils étaient devenus des matricules et ne pouvaient faire valoir un statut particulier quelconque. C'est ainsi qu'ils ont «pourri», des mois et des années durant, dans l'immensité russe. La plupart des prisonniers luxembourgeois, environ un millier, se sont retrouvés finalement au camp n° 188 à

Tambov. Lors de sa création en 1943, ce camp, situé à environ 450 km au sud-est de Moscou, a généralement regroupé les enrôlés de force de divers territoires annexés par les Allemands. Dans la perspective des rapatriements, il a finalement servi de camp de rassemblement des Alsaciens-Lorrains et Luxembourgeois, dont le nombre avait augmenté progressivement depuis 1943. Toutefois la confusion à l'intérieur de l'archipel GUPVI ainsi que la mauvaise volonté de certains prisonniers allemands, qui dans bon nombre de camps agissaient comme intermédiaires entre les autorités russes et les prisonniers, rendaient impossible le regroupement de tous les ressortissants du Grand-Duché à Tambov et entraînaient la dispersion des autres Luxembourgeois dans des milliers de camps à travers l'immense territoire soviétique.

Une partie importante de la vie des prisonniers était consacrée au souci du ravitaillement et la plupart de leurs discussions tournaient autour de ce sujet. Les vivres étant modestes et rares, la distribution de la soupe et du pain constituait le moment fort de la journée. La faim était omniprésente : impossible de jamais l'oublier. Elle l'emportait sur tous les autres besoins et conduisait à une transmutation des valeurs. Les prisonniers prenaient l'habitude de manger tout ce qui était comestible. Avec une certaine ironie ils rapportent avoir brouté l'herbe comme les vaches et avalé de la viande de chien, de chat ou même de rat. Si un heureux hasard le permettait, certains dévoraient d'un coup plus qu'ils n'avaient mangé au cours de semaines entières. Cette consommation incontrôlée provoquait dans de nombreux cas une rupture mortelle de l'intestin.

Souvent les maladies apparaissaient déjà au cours des transports vers les camps, provoquées par la durée des privations et le manque d'hygiène. Les prisonniers assoiffés buvaient l'eau des flaques, léchaient l'eau condensée sur les parties métalliques des voitures du train ou bien le givre des portes glacées. Les maladies les plus graves et les plus fréquentes étaient la dystrophie, la dysenterie, la



Enrôlés de force dans un bunker au front russe



Enrôlés de force dans une tranchée

tuberculose, la pneumonie, le paludisme, les maladies du cœur et des poumons et d'autres types d'infection. La crainte de tomber malade fut une hantise perpétuelle car le malade était un condamné à mort en sursis. L'état de santé se détériorait avec la durée de la détention. Les cas d'hydropisie se multipliaient, éruptions et dermatoses se répandaient et la perte de poids s'accroissait. Les punaises, puces et poux étaient partout, responsables de la transmission de certaines maladies, ils rendaient la vie insupportable. Les malades étaient regroupés dans les infirmeries qui ne se distinguaient guère des autres baraques. Les médecins expérimentés savaient bien diagnostiquer les maladies, mais le plus souvent les médicaments et les pansements nécessaires faisaient défaut. Faute de pouvoir soigner les malades de façon efficace, il ne restait souvent aux médecins qu'à accompagner les mourants.

La mort était devenue banale. Environ 220 prisonniers luxembourgeois succombèrent aux maladies, à la faim, aux conditions climatiques ou bien encore à la dépression morale. Les étés très chauds et secs, le vent permanent et les moustiques responsables de la malaria polluant les flaques d'eau et les mares au bord de la Volga, tout comme les hivers russes avec leurs 25 à 40 degrés en dessous de zéro, aiguës par le vent soufflant en permanence, ainsi que la pénurie de vêtements chauds contribuèrent à ce que de très nombreux prisonniers de guerre ne survécurent pas. Il faut mentionner qu'aux maladies physiques s'ajoutaient la détresse morale, la peur, la perte de tout espoir, qui sapait la volonté de survivre. Les prisonniers morts au cours des transports vers les camps stationnaires étaient enterrés – si enterrement il y avait – à la première occasion, à côté des rails ou dans un champ. Dans les camps stationnaires, la direction de la GUPVI faisait aménager des fosses communes. Pour ensevelir les morts, il fallait s'adapter aux circonstances difficiles. Ainsi, comme les hivers étaient froids et que le sol était gelé en permanence des mois durant, il fallait faire preuve d'imagination. Parfois on se débarrassait des cada-

vres en les jetant simplement en pâture aux loups dans les forêts ou bien on les conservait dans les réduits dits « baraques des morts » pour les enterrer après le dégel, comme ce fut le cas dans le camp à Tambov.

En dépit des températures extrêmes et de l'état de santé médiocre de la plupart des détenus, la corvée journalière ne tolérait pas de relâchement, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du camp, dont les prisonniers assumaient la gestion. À cet effet, il y avait un certain nombre de postes de travail à pourvoir à l'intérieur du camp, les « commandos de l'intérieur ». Ce fut un privilège que d'occuper un poste de travail permanent à la cuisine, la laverie ou l'infirmerie. L'autogestion du camp n'occupant qu'une minorité de détenus, ces derniers étaient astreints dans leur majorité à des « détachements à l'extérieur » destinés à contribuer à la reconstruction de l'économie soviétique. Depuis le 22 juin 1941, les prisonniers de guerre étaient utilisés comme force de travail dans l'économie de l'URSS. L'emploi de la main-d'œuvre, constituée par les prisonniers, était organisé depuis le début dans le cadre des priorités de l'économie planifiée soviétique. Elle s'intégrait dans la politique économique soviétique pendant et après la guerre, qui était caractérisée par la mise en œuvre de travaux de production et de reconstruction massifs, par la pression permanente imposée par les échéances du plan, par le manque de personnel et de matériel ainsi que par son état chronique de désorganisation. Selon les besoins de production de l'économie de guerre, les prisonniers faisaient l'objet de planifications économiques à plus long terme, qui cependant changeaient continuellement d'orientation en raison des données économiques générales, de situations locales particulières et de la politique de rapatriement.

Les autorités soviétiques relâchèrent les premiers prisonniers de guerre en mai 1945. Concernés en premier lieu furent les prisonniers qui avaient été enrôlés de force dans l'armée allemande, les prisonniers qui s'étaient distingués par des com-



Prisonniers de guerre allemands

portements exemplaires dans les camps, ou encore des prisonniers affaiblis ou malades, incapables au travail. À la fin de l'année 1945, trois grands convois de rapatriement ramenèrent le gros des prisonniers luxembourgeois au pays. Suivaient de petits groupes, le plus souvent attachés à des convois de prisonniers d'autres nationalités. Toutefois, un nombre important de ressortissants du Grand-Duché demeura en URSS après 1945. Il s'avéra difficile de les repérer. Isolés dans la masse des prisonniers étrangers, ils ne disposaient souvent plus de pièce d'identité, ce qui leur faisait courir le risque d'être enregistrés sous une nationalité différente, et leur dispersion inévitable dans la masse des prisonniers sur le territoire soviétique ainsi que le grand nombre de camps de différents types ne facilitaient pas la tâche de repérage. En outre il arrivait que les Allemands, agissant comme intermédiaires entre les autorités et les prisonniers dans bon nombre de camps, substituent un des leurs à un Luxembourgeois prévu pour le rapatriement,

fassent taire la présence de prisonniers luxembourgeois dans un camp ou contestent leur nationalité. En effet, bon nombre d'Allemands étaient rancuniers et accusaient les soi-disant *Beute-Deutsche*, c'est-à-dire les Allemands par prise de guerre, de la défaite nazie. Il arrivait aussi aux Soviétiques de retenir des Luxembourgeois qui, volontairement ou non, avaient servi dans les *Waffen-SS* ou dans d'autres «unités compromises». Enfin il faut mentionner le cas de certains Luxembourgeois qui, ayant contrevenu à l'ordre du camp, avaient été affectés par la suite à des unités de travail disciplinaires dont il était difficile de sortir.

À côté des prisonniers de guerre retournés de la captivité russe et de ceux qui y ont trouvé la mort, il y en a qui refusaient de retourner dans leur patrie. En fait il n'est établi à ce jour qu'un seul cas d'un Luxembourgeois ayant préféré la vie en URSS plutôt que de rentrer au pays. Selon les archives soviétiques, l'URSS détenait 1.892 enrô-

lés de force luxembourgeois. Parmi ceux-ci, 1.408 auraient été rapatriés en 1945, 142 en 1946, 9 en 1947, 7 en 1948, 1 en 1949 et 1 en 1950. Le nombre de prisonniers luxembourgeois morts en captivité soviétique s'élève à 213. Pour les autres, c'est-à-dire 111 détenus, ces documents ne sont pas en mesure de fournir des renseignements précis. Cependant, il est permis de mettre en doute ces chiffres si l'on se réfère aux documents sur le rapatriement conservés aux Archives nationales du grand-duché de Luxembourg ainsi qu'aux témoignages des concernés. Faute d'autres sources fiables, il n'est pas possible d'en dire plus pour le moment. D'après les données des Archives nationales, le dernier Luxembourgeois a été rapatrié en octobre 1953.

Reste à évoquer la polémique autour de la question des prisonniers de guerre luxembourgeois en URSS, une polémique née au Luxembourg après la guerre et opposant certains anciens prisonniers au gouvernement luxembourgeois de l'époque. Les anciens prisonniers, notamment ceux du camp 188 de Tambov, se regroupèrent en 1957 dans une association, l'*Amicale des Anciens de Tambov*. La défense de leur cause fut assortie du grief fait aux autorités compétentes d'avoir manqué en 1944 et 1945 à leur devoir de solidarité, notamment en négligeant d'engager les démarches nécessaires au rapatriement des prisonniers à l'est. Les incriminations insistaient sur les humiliations et les privations encourues à une époque où une intervention plus appuyée aurait pu y mettre un terme et peut-être même sauver des vies. L'amertume de certains fut exacerbée par le manque total de résonance qu'avait trouvé leur volonté déclarée de servir dans les rangs des Alliés afin de participer activement à la libération de la patrie. Enfin le traitement discriminatoire des volontaires ayant servi ou ayant proclamé leur désir de servir à l'est par rapport à leurs camarades au service des forces à l'ouest était mal vécu.

Il faut préciser que le cas de Tambov présente une particularité. En effet, le 7 juillet 1944, les prisonniers de guerre alsaciens-lorrains du camp 188 à Tambov furent libérés et transférés en Afrique du Nord pour pouvoir participer à la libération de leur pays. Cette libération des 1.500 Alsaciens-Lorrains de Tambov constitua une exception d'ordre diplomatique (échange des 1.500 prisonniers contre une brigade d'aviateurs français) marquante aux pratiques de rapatriement de l'URSS, qui ne débouchèrent sur la libération des premiers prisonniers qu'en 1945. Les Luxembourgeois détenus à Tambov se voyaient discriminés par ce traitement de faveur de leurs camarades français et il en résulta le sentiment d'avoir été abandonnés. Il ne faut pourtant pas perdre de vue le fait qu'il y avait des prisonniers luxembourgeois dans bien d'autres camps et que «l'exception française» ne pouvait guère y être évoquée. Aussi compréhensible que puisse paraître le sentiment des prisonniers détenus à Tambov, le fait est que le retour des prisonniers luxembourgeois se fit dans une situation sur laquelle les autorités n'avaient que peu d'emprise. Bien que le débat ne soit pas clos, il s'impose toutefois de noter qu'il n'y a certainement pas eu inactivité de la part du gouvernement luxembourgeois. Dès 1943, année où les premiers Luxembourgeois entraient en captivité soviétique, une correspondance très entretenue entre les différentes autorités concernées par le problème se mit en place. Toutefois les négociations avec les autorités soviétiques compétentes pour obtenir un enrôlement éventuel des prisonniers luxembourgeois dans les armées alliées ou dans l'Armée rouge ainsi qu'une amélioration de leur situation de vie n'eurent que peu d'effet ou se révélèrent irréalisables. L'URSS suivait sa propre politique en la matière et bien qu'il y ait eu une volonté certaine de garantir aux détenus des conditions de survie, les contraintes, surtout d'ordre économique, laissaient apparaître un décalage effarant entre cette volonté et la réalité vécue des concernés, marquée par les privations, la faim, l'isolement et l'omniprésence de la mort.

La captivité des soldats de la Wehrmacht en URSS est aujourd'hui un sujet qui n'a pas encore trouvé l'intérêt qu'il mérite auprès des chercheurs, bien que plus de 3,5 millions de détenus aient été concernés directement. Seul l'accès, toujours restreint, aux archives secrètes de l'URSS depuis une douzaine d'années permet d'entrevoir l'envergure et le fonctionnement de ce qu'était l'archipel GUPVI. Ce sont les historiens autrichiens et allemands qui ont pu prendre la mesure du travail à faire. En France, la recherche ne s'est que peu intéressée au sujet, en Belgique et au Luxembourg les études restent à un stade embryonnaire. Nous n'avons pu jeter qu'un regard furtif sur ce qu'était la vie des prisonniers luxembourgeois en captivité

russe. Les différents aspects du sujet n'ont été qu'effleurés et bien d'autres passés sous silence. Le débat sur le rôle du gouvernement luxembourgeois concernant la question des prisonniers de guerre en URSS n'est certainement pas clos. Une mise en accusation de l'un ou de l'autre des partis concernés constituerait une interprétation hâtive et par là inadmissible des faits tels qu'ils nous sont connus à ce jour : il reste des éclaircissements à apporter, des responsabilités à déterminer.

Bibliographie

Amicale des anciens de Tambow, *Tambow 1943-1945*, Luxembourg 1963.

Amicale des anciens de Tambow, *Tambow 1943-1945*, 37 Joer duerno, Lëtzebuerg 1982.

BAUSCH, Pierre et FABER, Ernest, *Tambow*, Mersch 1946.

BUCK, Marc, *Les jeunes Luxembourgeois «enrôlés de force» dans la Wehrmacht, 1940-1945*, Bruxelles 1969.

DAGORN, Michel, *Tambow 1943/45, terre à jamais ensanglantée. Rapports secrets, non-dits, témoignages*, Brunstatt 2000.

DOSTERT, Paul, *Rapport final sur la mission de recherche dans les archives de la Fédération de Russie en vue d'éclaircir le sort des enrôlés de force toujours portés disparus. Fichier nominatif des prisonniers de guerre luxembourgeois*, août 1995.

FEIDER, Judith, *Les enrôlés de force luxembourgeois dans les camps soviétiques : 1943-1953*, Paris 2001.

HEISBOURG, Georges, *Le gouvernement en exil* (tomes III et IV), Luxembourg 1989.

HILGER, Andreas, *Deutsche Kriegsgefangene in der Sowjetunion, 1941-1956. Kriegsgefangenenpolitik, Lageralltag und Erinnerung*, Essen 2000.

KARNER, Stefan, *Im Archipel GUPVI. Kriegsgefangenschaft und Internierung in der Sowjetunion 1941-1956*, Wien / München 1995.

Ministère de l'intérieur, *Livre d'or des victimes luxembourgeoises de la guerre de 1940-1945*, Esch-sur-Alzette 1972.

MULLER, Klaus-Dieter, NIKISCHKIN, Konstantin und WAGENLEHNER, Günther (Hg.), *Die Tragödie der Gefangenschaft in Deutschland und der Sowjetunion, 1941-1956*, Köln / Weimar 1998.

NONNENMACHER, Georges-Gilbert, *La grande honte de l'incorporation de force des Alsaciens-Lorrains, Eupenois-Malmédiens et Luxembourgeois dans l'armée allemande au cours de la deuxième guerre mondiale*, Colmar 1965.

PETER, Erwin und EPIFANOW, E. Alexander, *Stalins Kriegsgefangene. Ihr Schicksal in Erinnerungen und nach russischen Archiven*, Graz / Stuttgart 1997.